

Ukraine : Evidences et Conséquences

(Cambrai, UTL, le 3 janvier 2023)

Par Jean-Pierre Vettovaglia, ancien Ambassadeur de Suisse, ancien Représentant personnel du Président de la Confédération suisse pour la Francophonie, Administrateur de Banque à Genève.

« Les méchants ont sans doute compris quelque chose que les bons ignorent », Woody Allen

Introduction

Ces dernières années, dans de nombreux articles et conférences,¹ j'avais, sans aucun mérite particulier, attiré l'attention de mes lecteurs et auditeurs sur le facteur qui menaçait le plus notre sécurité et la paix mondiale, à savoir l'extension de l'OTAN en direction de la Russie. L'OTAN est aujourd'hui en guerre contre la Russie depuis le 24 février 2022, sans le dire tout en la faisant par Ukrainiens interposés. La Russie a envahi l'Ukraine. Nous y sommes : à la fois surpris (parce que personne ne l'avait vraiment prévu) et dépassés par les événements (parce que l'on ne sait pas où cela nous entraîne).

Pourtant chacun sait que le chaos du monde ne naît pas de l'âme des peuples, des races ou des religions, mais de l'insatiable appétit des puissants...

Je ne suis pas là pour influencer vos opinions, je suis simplement là pour vous donner des éléments de jugement que vous intégrerez ou pas dans vos avis sur la question. La seule chose qui m'intéresse ici, c'est de vous donner une information sans filtre, pas toujours facile à trouver, du mieux de mes connaissances et recherches, à l'écart de la propagande officielle qui couvre près de 90% de ce que vous lisez et regarder. En bon Suisse, c'est-à-dire en toute neutralité.

1.- Rappel : ce sont des hommes qui font la politique

Les gens pensent souvent que leurs gouvernements dirigent le pays de manière cartésienne et réaliste. Le fait est qu'il n'en est rien.

En réalité, un gouvernement se retrouve souvent au cœur de l'irrationnel et des passions. Comme disait Blaise Pascal dans ses « Pensées », « je regarde de toutes parts et je ne vois partout qu'obscurité ». Récemment, Michel Houellebecq affirmait : « ce qu'on appelle un homme d'État est en général un homme politique particulièrement menteur et cynique ». voire totalement irresponsable. J'en veux pour preuve l'exemple récent du Président ukrainien qui, seul au monde, a insisté sur le fait que le missile qui s'était abattu sur la Pologne était russe, ce qui devait entraîner la Pologne dans la guerre, l'intervention de l'OTAN et augmentait le risque d'une guerre nucléaire. Passionné peut-être, mais irrationnel et dangereux.

¹ Jean-Pierre Vettovaglia, « Politique étrangère américaine : un logiciel suranné et dangereux », dans « Géostratégiques », no 57, printemps 2022. Aussi Université Jean Moulin III, Lyon

Jean-Pierre Vettovaglia, « La chute de Kaboul : les conséquences géopolitiques », UTL de Cambrai, 4/01/2022. Aussi Université Jean Moulin III, Lyon

Jean-Pierre Vettovaglia, « Le siècle américain et après. Le déclin d'une hyperpuissance ? La fin d'un ordre mondial ? », UTL de Cambrai, janvier 2020. Aussi Université Jean Moulin III, Lyon

Les intérêts les plus étroits ou égoïstes, politiques, financiers, économiques, militaires, dominant la scène et prévalent sur la logique d'un bon gouvernement.

On en revient une fois de plus à la prédiction du génial Raymond Aron dans « Les désillusions du progrès » (1969). Évoquant les penchants fédéralistes qui émergeaient en Europe, le grand philosophe politique écrivait : « la dimension du nouveau marché européen... favorise l'expansion économique mais non la qualité du gouvernement... ». On le voit bien aujourd'hui avec des gouvernants passablement déconnectés des réalités concrètes et consacrant l'essentiel de leur énergie à des combats idéologiques.

Le Gouvernement américain démocrate veut poursuivre la guerre, Zelenski veut poursuivre la guerre, Poutine veut poursuivre la guerre. Le Secrétaire général de l'OTAN, qui verse toujours aussi irresponsablement l'huile sur le feu, a déjà dit qu'une défaite en Ukraine serait une défaite pour l'OTAN Et que l'OTAN ne peut pas se permettre de perdre la guerre. A noter qu'Obama ne voulait pas armer l'Ukraine et que le Vice-Président Biden le souhaitait.

Et nous autres Européens de pousser à la roue, provoquant indirectement toujours plus de morts dans cette folle marche en avant vers le suicide de nos sociétés. Si nous savions que l'Ukraine perd plusieurs centaines d'hommes tous les jours sous les coups de l'artillerie et des drones russes et que son armée du printemps 2022 renforcée par 8 mobilisations successives a perdu près de 70% de ses effectifs, que des ONG ukrainiennes estiment le nombre de morts à plusieurs centaines de milliers, vous diriez tous à votre gouvernement : pitié, arrêtons d'envoyer des armes à l'Ukraine, cela tue trop de gens. La fierté ukrainienne empêchera toujours Zelenski de s'arrêter dans sa fuite en avant. Il continuera à formuler des propositions irréalistes qui excluent de fait toute proposition de négociations de paix. Sur LCI, il dit au journaliste Darioush Rochebin qu'il se baignera sur les plages de la Crimée en été 2023...

Menacé par une nouvelle majorité républicaine à la Chambre des Représentants, moins favorable à l'Ukraine, Biden a préféré prendre les devants. Le 20 décembre 2022, lors de la réception de Zelenski à Washington, les applaudissements frénétiques des députés vont tout simplement lier les mains des Américains et mettre fin et pour longtemps à tous les espoirs de voir les morts et les destructions cesser d'augmenter en Ukraine. Pour les Russes, ces applaudissements vont confirmer de façon dramatique le fait qu'ils sont en guerre contre les USA et l'OTAN.

Dans un article publié le 8 août 2022 par le « Journal of Conflict Resolution » aux Etats-Unis, deux chercheurs du Centre d'études stratégiques de la fameuse « Fletcher School of Law and Diplomacy » démontrent que les Etats-Unis sont intervenus quelque 400 fois à l'étranger depuis leur création en 1776, soit en 250 ans. Et la période qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 est la plus agressive militairement de toute l'histoire des Etats-Unis.

L'histoire de l'Amérique est partie sur des fondements assez radicaux. En 1823, la Cour Suprême des Etats-Unis d'Amérique déclare : « le droit de conquête s'acquiert et se maintient par la force ». Tout est dit.

Pascal Boniface, le directeur de l'Institut de relations internationales stratégiques à Paris IRIS (centre de réflexion français indépendant), le dit sans ambages : « Les Etats-Unis sont un danger stratégique pour la planète » ... Jeffrey Sachs, économiste américain, le dit encore plus violemment à la TV américaine : « Nous sommes le pays le plus dangereux au monde ».

Biden, Blinken, Nuland, Sullivan, Lloyd Austin, Stoltenberg et tant d'autres sont d'irresponsables politiciens de fin du monde.

John Whitbeck, un avocat américain à Paris dit de la capitale américaine Washington DC que c'est le plus grand hôpital psychiatrique de la planète à ciel ouvert. Paul Craig Roberts qui fut conseiller de Ronald Reagan à la Maison Blanche dit qu'à l'époque (la fin des années 80), il y avait encore des gens intelligents dans l'administration américaine. Aujourd'hui, il n'y en a plus, ajoute-t-il. Et dire que nous n'avons jamais été aussi près d'une guerre nucléaire. Les humains sont trop souvent émotionnels et stupides. L'erreur est humaine, dit-on.

Ce n'est vraiment pas rassurant. En fait, l'insouciance de Washington et de ses alliés européens devant l'extrême dangerosité de la situation a de quoi faire peur. Il y a eu des alertes nucléaires dans le passé où le monde a frôlé la catastrophe, mais dans un contexte moins délétère que celui d'aujourd'hui où plus personne n'a confiance en personne. Une fausse alerte, une mauvaise interprétation et nous serons tous vitrifiés. Il n'y a plus de JFK pour empêcher les généraux américains de faire usage de leur arsenal comme il l'avait fait en 1962 pendant la crise de Cuba.

2.- La disparition de la vérité et un problème de narratif

2.1.- La disparition de la vérité

Celui qui contrôle la narration des événements domine le monde. Le récit dominant, même mensonger, efface la réalité et la nouvelle réalité devient la vérité.

Déjà dans les années 80, l'Unesco avait mis en évidence l'« impérialisme de l'information », soit cette manière d'imposer une seule perception et de nier toutes les autres. Nous avons une multitude de médias comme jamais mais pas de pluralisme parmi eux. Tous se réfèrent aux mêmes sources qui véhiculent la même vision des faits.

Et dire que les États souverains dans leur résolution 819 du 11 décembre 1954 de l'Assemblée générale des Nations Unies convenaient « qu'on ne pouvait lutter contre la guerre qu'en veillant à la libre circulation des idées ». Au cours des dernières années, il nous a fallu sérieusement déchanter et nous assistons à un extraordinaire recul qui nous expose à la propagande de guerre et nous prive de la pensée de beaucoup de grands esprits indépendants. La pensée des autres n'est plus qu'un poison qui nous menace.

Edward L. Bernays,² neveu de Freud, appelait déjà « fabrique du consentement » les grands principes de la manipulation mentale de masse. Dans ses premières lignes écrites en 1923, consacrées à la propagande et au gouvernement invisible contre la démocratie, dans le premier chapitre intitulé « 1. Organiser le chaos », il explique que la « manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays »

² Edward Bernays (1891-1995), « Propaganda, Comment manipuler l'opinion en démocratie », Zones, 143p, 2007. Il semble avéré que Goebbels utilisa son livre « Crystallizing Public Opinion » pour élaborer sa campagne destructive contre les juifs d'Allemagne ainsi que le rapporte le journaliste américain Karl von Weigand en 1933. L'original a été publié en 1923 sous le titre précisément de « Crystallizing Public Opinion ».

Avouez que c'est à proprement parler effrayant.

C'est le glissement vers un abysse sombre et dangereux dont les dirigeants (soit les élites intellectuelles, militaro-industrielles et politiques) peuvent effectivement exercer une autorité totale en matière de politique globale et sans contraintes sur des citoyens sans libre-arbitre.

Le public est fait de généralistes superficiels qui dépendent de sources facilement accessibles (journaux télévisés, débats orientés, internet et réseaux sociaux, journaux, téléphones mobiles) en qui ils ont confiance. Aux Etats-Unis : le « New York Times », le « Washington Post », le « Guardian » en Angleterre, CNN ou Fox News... Cette situation est toxique. On fabrique ainsi assez facilement un environnement hostile. L'environnement favori de Tweeter, son produit de base, est bien souvent la haine. L'homme possède un instinct grégaire et adore se fondre au sein du troupeau... audience de masse, produits de masse, mass-médias. Rien n'arrête un troupeau de bisons lancé droit devant lui.

Les Présidents George Bush Jr, Barack Obama et Joe Biden en particulier, ont détruit la liberté d'expression en Occident. Tous trois sont parvenus à faire des principaux médias américains des soutiens de leur idéologie. En deux décennies, la presse a fermé les yeux sur tout ce qui contredit les discours officiels de Washington et s'est convertie à ses inepties. C'est drôle de constater que Donald Trump a fait du rétablissement de la liberté d'expression l'axe de sa campagne de 2024.

C'est un débat que l'on croyait clos : les Occidentaux avaient affirmé que la liberté d'expression est un préalable indispensable à la démocratie et qu'elle ne serait plus jamais violée. Pourtant, outre les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Italie et la Pologne, l'Union Européenne se sont engagés très en avant sur la voie de la censure.

Je voudrais mentionner ici aussi Friedrich A. Hayek. (1899-1992), professeur à la London School of Economics, il a reçu le Prix Nobel de sciences économiques en 1974.

Que dit l'économiste le plus célèbre du XXème siècle avec John Maynard Keynes dans son livre « La Route de la servitude » publié en 1946 dans son chapitre 11 intitulé « La Fin de la Vérité ». Il écrit que la manière la plus efficace de diriger les efforts de tous vers l'objectif est d'amener chacun à croire en cet objectif. Il faut désigner aux gens un but, le leur imposer, mais il faut aussi qu'il devienne un article de foi, une croyance générale qui fera agir les individus avec toute la spontanéité désirée. On peut réussir très bien à faire penser le peuple de la manière qui convient aux gouvernants. On y parvient par différents procédés de propagande que nous connaissons suffisamment... La messe est dite.

Chaque gouvernement dispose d'un organe de surveillance. Ils se sont dotés d'instances chargées de rectifier les informations jugées falsifiées.

En Allemagne, la Ministre de l'Intérieur, la sociale-démocrate Nancy Fraeser, s'est dotée d'un organe de contrôle qui a pour mission d'harmoniser les nouvelles dans les médias. *Depuis plusieurs mois, elle réunit dans le plus grand secret, les grands patrons de presse et leur explique ce qui ne doit pas être publié. Lorsque les gazoducs Northstream 1 et 2 ont été sabotés par des drones sous-marins, la presse allemande s'est tue... En Allemagne et en Suède, toutes les informations relatives à cette agression sont « secret d'Etat ».*

Avant qu'il ne soit démantelé, les USA avaient un « Disinformation Governance Board », (que l'on peut traduire par Conseil de gouvernance pour la désinformation). A sa tête, une Ukrainienne d'origine nommée Nina Jankowicz, *employée du National Democratic Institute de Madeleine Albright, chargée de défendre les intérêts de Biden en Ukraine. Elle avait travaillé dans l'équipe de Zelensky auprès du Ministre des affaires étrangères Pavlo Klimkin. Elle s'était opposée aux accords de Minsk bien qu'avalisés par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle avait passé son temps en Ukraine en utilisant l'association ukrainienne StopFake subventionnée par le National Endowment for Democracy (un des longs bras de la CIA), le gouvernement britannique et Georges Soros pour faire croire que le coup d'État de la place Maïdan était une révolution populaire. On a des vidéos d'elle où elle fait l'apologie des milices nazies nationalistes intégrales Aidar (dont Amnesty International avait dénoncé la pratique de la torture), Dnipro-1 et C-14 et le bataillon Azov de triste mémoire. Ce conseil a été dissous mais persiste sous d'autres formes plus discrètes.*

En France, la Secrétaire d'État chargée de la citoyenneté, Sonia Backès, tente elle-aussi de discréditer les opinions non conformes. Elle les assimile à des dérives sectaires. L'État, a-t-elle annoncé, organisera des « assises des dérives sectaires et du complotisme ».

En Union Soviétique, on plaçait les opposants dans des hôpitaux psychiatriques...On n'en est plus très loin.

En résumé, les grands États occidentaux n'hésitent plus à utiliser les moyens modernes de la propagande, y-compris les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook, non seulement face à leurs ennemis mais mettent en place des programmes pour tromper leurs propres concitoyens.

Un dernier exemple : les autorités ukrainiennes sont fières d'annoncer dans leurs discours « le très haut moral des troupes ukrainiennes ». Cette information est reprise par les grands médias occidentaux. Mark Kouptchenenko, aumônier militaire dans la région de Bakhmout dit ceci : « j'essaie de répondre aux questions difficiles que peuvent poser des hommes dans de telles conditions inhumaines. Ils sont soumis à une incroyable fatigue morale et physique. Dans cette guerre d'attrition sans fin, certains finissent par se percevoir comme de la viande, juste bons à être envoyés à la mort ». Il n'est repris nulle part.

Les Britanniques utilisent une association, « Institute for Strategic Dialogue », pour faire à la place du gouvernement ce qu'il veut faire sans en porter la responsabilité.

En Italie, la « Corriere della Sera » a révélé au grand jour un programme gouvernemental de surveillance des personnes qualifiées de pro-russes.

2.2 Un problème de narratif

Le narratif dominant en France et en Europe est simple et ne fait pas dans la demi-mesure : vous êtes priés par vos gouvernements, votre presse et votre télévision de considérer que Vladimir Poutine est un fou, ivre de conquêtes et nostalgique de la Russie des Tsars et de l'URSS de Staline. Sans y être dans la moindre mesure provoqué, ce vil personnage a envahi l'Ukraine et s'apprête à avaler d'autres pays européens. En plus il est malade, souffrant d'une maladie terminale certes non encore identifiée. La Russie doit être rejetée dans son ensemble, y-compris les chats russes interdits d'expositions. Il n'y a qu'une attitude qui tienne : la Russophobie la plus débridée et irréfléchie. Prière instantane de ne pas écouter un autre narratif.

Il est dévastateur en France plus encore qu'aux Etats-Unis, curieusement, où des voix dissidentes des meilleurs professeurs, journalistes indépendants et autres intellectuels d'esprit libre et indépendant se font entendre, même sur les plateaux de télévision.

Ce n'est pas mieux en Allemagne où la semaine dernière l'Université de Mayence a publié une étude sur la couverture médiatique allemande des événements en Ukraine et sur la réponse officielle de Berlin à la crise. Les conclusions confirment que depuis le 24 février les médias ont joué un rôle majeur pour entretenir le conflit et rendre moins probable un règlement négocié en raison d'un contenu presque <1 universellement biaisé, pro-guerre et anti-Russie, publié à toutes les étapes.

Quel est cet autre narratif ?

Certes Poutine a pris la grave décision d'envahir l'Ukraine mais de nombreux auteurs aux Etats-Unis, encore une fois, les meilleurs professeurs d'université, les esprits indépendants parmi les plus suivis, qui ont gardé leur esprit critique, ne manquent pas de relever, dans tous les cas et pour le moins, un évident partage des responsabilités entre l'OTAN et la Russie. L'OTAN qui depuis 1991 ne fait qu'avancer ses pions en direction de la Russie, la provoque, franchit les lignes rouges indiquées par Poutine dans un célèbre discours à Munich en 2007 déjà.

Il est intéressant de constater que des auteurs chinois qui s'expriment dans des revues sont encore plus sévères au nom d'une logique intéressante : ils nous disent que beaucoup de jeunes Chinois voient dans l'extension de l'Otan jusqu'à l'Ukraine la cause directe et essentielle du conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine. Sans le premier pas, il n'y aurait pas le deuxième... Sans A, il n'y a pas B. Donc, nous disent-ils, quand on critique la Russie, il ne faut pas oublier de souligner qu'il s'agit d'une réaction d'un pays souverain devant une menace portant directement atteinte à la sécurité de la nation³.

Pourquoi ne veut-on pas le comprendre ? On devrait s'en prendre à ce que l'essayiste anglais Douglas Murray⁴ appelle la « folie des foules ». Pour lui, en public et en privé, sur internet et dans la vie en général, le comportement des gens est de plus en plus irrationnel, fébrile et grégaire. C'est une déraison, une folie collective, en l'occurrence une hystérie antirusse, un phénomène qui nous submerge ...

Gad Saad, professeur d'université à Montréal, souligne que « l'Occident souffre actuellement ... d'une maladie qui détruit la capacité des gens à penser rationnellement ». De façon humoristique, il appelle cela « le syndrome parasitaire de l'Autruche » ..., une maladie de la pensée désordonnée qui prive les gens de leur capacité à reconnaître des vérités « aussi évidentes que l'existence du soleil ».

Les idées les plus folles et les mensonges les plus grands sont bien souvent les plus influents. C'est ce que disait Goebbels, ministre de la propagande du Reich. George Orwell écrivait dans son fameux livre « 1984 » que « l'évidence, le sens commun, la vérité devraient être

³ Zheng Ruolin, « La Russie vue de Chine », dans « La Russie sans œillères, Du conflit en Ukraine au tournant géopolitique mondial », Vivas, Monville, Page, Editions Delga 2022

⁴ Douglas Murray, écrivain et commentateur politique britannique, auteur entre autres de « L'étrange suicide de l'Europe » (2017), « Abattre l'Occident » (2022), « La grande déraison » (2020).

défendues ». Elles ne le sont plus, remplacées par le mensonge, l'hystérie populaire et les manipulations de l'opinion.... Rien de bien nouveau sous le soleil.

Quelques exemples :

Avant la guerre en Ukraine, trouvé dans « The Guardian » :
« *Bienvenue en Ukraine, la nation la plus corrompue d'Europe* »
Après le début de la crise, toujours dans « The Guardian » :
« *La lutte pour l'Ukraine est une lutte pour nos idéaux de liberté* »

Avant la guerre en Ukraine, dans l'agence « Reuters » :
« *Le problème néo-nazi de l'Ukraine* »
Après le début de la crise en Ukraine, dans l'agence « Reuters » :
« *Pour les combattants étrangers, l'Ukraine offre un objectif, de la camaraderie et une cause* ».

Avant la guerre en Ukraine, sur « CNN » :
« *Un comédien ukrainien devenu Président impliqué dans l'imbroglio de l'impeachment du Président américain Trump* ».
Après le début de la crise, sur « CNN » :
« *Les Ukrainiens donnent des leçons de démocratie que les Américains ont oubliées* ».

Avant la guerre en Ukraine, dans le Washington Post » :
« *Le président ukrainien devient de plus en plus corrompu et autoritaire* ».
Après le début de la guerre dans le « Washington Post » :
« *Zelenski : l'homme de télévision transformé en héros* ».

Si vous prenez la correspondance officielle de l'Union européenne avec les autorités ukrainiennes dans les années d'avant le 24 février 2022 consacrée à l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, vous verrez que l'on y parle de la corruption invétérée en Ukraine (le pays le plus corrompu d'Europe), du népotisme envahissant, du rôle des oligarques, des tendances pronazies de certains groupes et ensembles militarisés.

Le 24 février, par un coup de baguette magique, le Président Zelenski devient le croisement improbable de Jeanne d'Arc et de Mère Thérèse.

Ces quelques constatations permettent de dégager plusieurs évidences relatives à la survenance de la guerre en Ukraine. Je ne vais pas m'appesantir faute d'espace et de temps sur tout ce que la CIA et l'OTAN font dans ce pays depuis 2014 et même avant pour le préparer à la guerre, en formant son armée, en l'équipant de matériels américains et en lui accordant l'accès aux quelque 500 satellites américains qui se trouvent au-dessus de l'Ukraine.

La vérité est sortie de la bouche de Madame Merkel en décembre 2022 lorsque celle-ci a avoué que les accords de paix de Minsk garantis par la France et l'Allemagne n'avaient pas eu d'autre objectif que de gagner du temps pour la meilleure préparation des troupes ukrainiennes et que l'Ukraine n'avait jamais eu la moindre velléité de les respecter. Hollande vient de le confirmer le 30 décembre 2022. La parole des chefs de gouvernement allemand et français ne vaut donc pas grand-chose.

Une telle duplicité des garants a fait dire à Poutine que plus jamais il ne pourrait leur faire confiance. Il est vrai que l'histoire ne fournit pas beaucoup d'exemples de pareille duperie, *sauf l'accord germano-soviétique en 1939, une ruse d'Hitler pour battre la France sans avoir à ouvrir trop tôt une guerre sur un deuxième front à l'Est.*

Le 20 décembre 2022 à Washington en recevant Zelenski, le Président Biden a relevé le fait d'avoir aidé à consolider l'armée ukrainienne depuis 2014... *Poutine aurait dû agir bien avant 2022, car l'armée ukrainienne est dorénavant bien formée, bien équipée et bien conseillée. Il est resté huit ans sans rien faire ! Soit il a mal jugé le danger, soit il n'était pas prêt non plus de son côté.*

Pierre Conesa⁵ vient de publier un ouvrage qui se consacre précisément à « ce bellicisme européen, mais surtout pas combattant, patrie d'élections de pseudo-experts ou prétendus philosophes, tous propagandistes actifs des guerres justes sur les plateaux de télévision et dans la grande presse d'opinion. Tous veulent faire de l'Occident un gendarme international, en médiatisant telle ou telle crise au détriment d'une autre moins médiatique et plus éloignée, désignant le méchant, fustigeant l'inaction des politiques et convaincus que telle guerre est légitime et gagnable. Du jour au lendemain s'est levée une armée d'experts civils et militaires, tous spécialistes de l'Ukraine et viscéralement antirusse ». L'université française est elle-même composée dans ses départements d'études russes de 90% d'opposants farouches à la Russie de Poutine.

Toute opposition à l'idée dominante selon laquelle Poutine est un fou criminel et que les Russes commettent les pires atrocités dans leur lutte contre de pauvres et innocents Ukrainiens civilisés vous rejette dans un ostracisme complet. L'information, le souci et la recherche de la vérité, le jugement mesuré sont remplacés par la haine viscérale à fleur de peau. C'est grave lorsque le mensonge se fait vérité. Comme disait Friedrich W. Nietzsche : « Souvent les gens ne veulent pas voir, entendre et parler de vérité parce qu'ils ne veulent pas que leurs illusions soient détruites ».

A Nietzsche, ils préfèrent sans doute Mike Pompéo qui a admis le 15 avril 2019 devant un parterre d'hommes d'affaires à l'Université A & A du Texas que « la CIA entraînait ses employés à mentir, tricher et voler...et que cela constituait la gloire de l'expérience américaine ».

3- Evidences

Le Modus vivendi ou operandi, toujours et encore le même.

Dans un livre extraordinaire – le mot n'est pas trop fort – Anne Morelli, née en 1948, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles et historienne belge, dresse en 1969 un décalogue des principes élémentaires de propagande de guerre. Cet ouvrage est publié quelque 30 ans avant les attentats de New York en 2001 (Anne Morelli, Principes Élémentaires de Propagande de Guerre, éditions Quartier libre).

En fait, il s'agit du repiquage de Lord Ponsonby, 1871-1946, intitulé "Falsehood in Wartime" condensé par Anne Morelli. Il l'a écrit pendant la Première guerre mondiale.

⁵ Pierre Conesa, « Vendre la guerre » (Le complexe militaro-intellectuel), Editions de l'Aube, 355p, 2022

Et l'Amérique en fait un copier-coller hallucinant depuis cette date en étendant totalement l'usage de ces dix commandements qu'il vaut la peine de citer à la guerre du Golfe, à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Yougoslavie et à la Libye, à l'Ukraine et à Taïwan.

- « 1.- Nous ne voulons pas la guerre,
2.- Le camp adverse est le seul responsable de la guerre
3.- Le Chef du camp adverse a le visage du diable
4.- Nous défendons une cause noble et non des intérêts particuliers
5.- L'ennemi commet sciemment des atrocités, si nous commettons des bavures, c'est involontairement,
6.- L'ennemi utilise des armes non autorisées,
7.- Nous subissons très peu de pertes, celles de l'ennemi sont énormes,
8.- Les artistes et les intellectuels soutiennent notre cause
9.- Notre cause a un caractère sacré,
10.- Ceux (et celles) qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres. »

Toutes les agences internationales d'information qui travaillent pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Ukraine fonctionnent d'après ce schéma, immuable apparemment, appliqué tous les jours à l'Europe dans son ensemble.

Reprenez les dix commandements, en traduction actuelle :

- 1.- L'OTAN est une œuvre de paix défensive exclusivement sans une once d'agressivité.
- 2.- La Russie a déclaré la guerre sans y être acculée.
- 3.- Poutine est le diable en personne.
- 4.- L'Amérique soutient l'Ukraine sans aucun intérêt particulier à défendre, même après y avoir investi des milliards de dollars, provoqué un coup d'État et y avoir acquis des terres agricoles pour ses grandes entreprises en directe violation de la loi ukrainienne alors en vigueur...sans parler de l'installation secrète de quelque 30 laboratoires militaires de recherche sur les armes bactériologiques prohibées sur territoire américain.
- 5.- La Russie commet les pires atrocités tandis que et l'armée ukrainienne n'est composée que d'enfants de chœur.
- 6.- Voilà pourquoi l'Amérique accuse sans cesse la Russie d'utiliser ou de vouloir utiliser des armes chimiques. Ou nucléaires.
- 7.- La Russie a perdu tellement de soldats qu'elle en est exsangue alors que l'Ukraine contre-attaque de toutes ses forces intactes ou presque.

8.- Voilà pourquoi tous les VIP, acteurs et actrices de Hollywood et autres BHL se retrouvent en zone de combat...⁶.

9.-Voilà pourquoi les opposants à ces thèses sont soigneusement ostracisés et tenus à l'écart en particulier des principaux médias sous contrôle politique et élitaire.

10.- Des traîtres à la nation qu'il s'agit de dénoncer pour connivence avec l'ennemi. Vous devenez « Poutiniste » en un rien de temps.

Encore une fois, rien de bien nouveau sous le soleil...

En effet, Benjamin Constant, d'origine vaudoise, né en 1767 à Lausanne, homme politique et intellectuel français, écrivait dans son « Cours de politique constitutionnelle »⁷ : « Certains gouvernements, quand ils envoient leurs légions d'un pôle à l'autre, parlent encore de la défense de leurs foyers ; on dirait qu'ils appellent leurs foyers tous les endroits où ils ont mis le feu ». Constant visait Napoléon, bien entendu. Mais cela s'applique aujourd'hui à l'Amérique.

La grille d'analyse d'Anne Morelli peut être appliquée sans difficulté à toutes les crises contemporaines.

4.- Histoires d'ignorance

4.1 L'ignorance du monde russe

Je vous donne un exemple d'une dame qui écrit pour le Figaro, elle s'appelle Laure Mandeville. Elle est très inspirée, voilà comment elle présente les choses : « La Russie poutinienne (elle pense que Poutine est isolé et cerné, elle ne voit pas ou ne veut pas savoir que les trois-quarts de la population russe le soutiennent, elle qui ne parle qu'à des dissidents exclusivement), cet étrange dragon (y-a-t-il des dragons en Russie ?) qui conjugue les méthodes criminelles du national bolchévisme (les USA ont tué entre 500.000 et un million de femmes et d'enfants en Irak avant leur intervention en 2003 grâce à dix ans de sanctions qui ont tué femmes et enfants, selon les chiffres de l'ONU et de l'UNICEF)) à un désir de revanche impérial (Poutine ne veut pas l'Ukraine mais la Crimée et 4 départements russophones) teinté de mysticisme messianique aussi destructeur (c'est l'Ukraine qui vient d'interdire l'Église orthodoxe russe et a fait brûler 100 millions de livres de cuisine et de broderie écrits en russe) que maladif (de quelle maladie parle-t-elle ?) ». Ce charabia la décrédibilise complètement. Rien n'est juste, tout est exagéré. Et cela s'appelle du journalisme d'information. Voilà ce que l'on a aujourd'hui. Voilà ce qu'elle appelle un « décryptage ».

Si vous voulez tout savoir sur la Russie contemporaine, lisez « Le Mage du Kremlin », le presque Prix Goncourt de Giuliano da Empoli. Comme le dit Hélène Carrère D'Encausse, peut-être la meilleure spécialiste en France du monde russe, « Giuliano da Empoli est un

⁶ Britney Spears a dansé sur des chars de combat américains au Vietnam, Bruce Willis est allé aider Bush en Irak, Jessica Chastain s'est rendue à Kiev...Angelina Jolie est allée en Ukraine, sans même parler de l'inévitable BHL.

⁷ Benjamin Constant, « Cours de Politique Constitutionnelle », Paris-Genève, Slatkine, 1982

spécialiste de rien du tout mais, intuitivement, ce qu'il a écrit est d'une justesse politique incroyable. C'est un roman, ...mais il permet de comprendre beaucoup de chose ».

L'élite russe actuelle ressemble beaucoup à la vieille noblesse tsariste. Elle a la même distance sidérale du peuple, la même propension à l'arrogance et à la violence. On a beau eu passer à travers une révolution prolétaire (1919-1991), un libéralisme effréné (immédiatement après 1991, période d'Eltsine), le résultat est toujours le même : au sommet, il y a toujours un tsar entouré de sa garde. Il n'y a jamais eu de place pour la démocratie et les droits de l'homme.

La verticale du pouvoir est la seule réponse satisfaisante capable de calmer les angoisses de la majorité de la population. Et puis Poutine a puni les oligarques, c'est important. Il a montré qu'il savait comment traiter les voleurs et les traîtres. L'immense majorité des Russes demande deux choses à l'État : l'ordre à l'intérieur et la puissance à l'extérieur.

La nouvelle élite est prête à tout pour défendre l'indépendance de la Russie. Il va s'agir désormais pour eux de mobiliser tous les éléments de force pour retrouver la place de la Russie qui lui revient sur la scène mondiale, à savoir une grande puissance et non une quantité négligeable comme le voudraient les Américains. La nouvelle élite concentre un maximum de pouvoir et un maximum de richesse. Entre un Russe et un Occidental il y a autant de différence de mentalité qu'entre un habitant de la Terre et un Martien, d'où certaines incompréhensions.

Les grandes multinationales américaines qui voulaient s'implanter en Russie dès 1991 et mettre la main sur ses richesses ont été rejetées, ce que Washington n'a jamais pu admettre, eux qui ne voyaient dans la Russie qu'une grande station d'essence et rien d'autre. Les Américains ne supportent qu'une Russie à genoux. Ils n'acceptent pas que quelqu'un puisse s'opposer à leur hégémonie.

La Russie a réalisé alors que l'imitation forcée de l'Occident (les années après 1990) n'étaient pas la bonne voie. Les symboles de la grandeur russe sont des aigles impériaux, des christ-rois et des portraits de Staline, vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale (plus de 20 millions de soldats tués dans la guerre contre Hitler contre seulement moins de 400.000 morts du côté américain).

Fraternité et force, Foi et patrie. Par rapport à ces valeurs et vu de Moscou, celles de la société occidentale ne sont plus dignes d'admiration : individualisme forcené, société geignarde et victimaire, abandon de la religion, wokisme, « bêlements naïfs des écolos » (comme le dit Olivier de Kersauson), déclin de la société en LGBTQIA+..., impostures multiples du vocabulaire contemporain (dans les cours de danse à Sciences Po, il n'y a plus d'hommes et de femmes, mais des leaders et des suiveurs), disparition du bon sens... Pour les Russes au pouvoir, l'Occident est décadent et ne promeut que des fausses valeurs. Pour les Russes, le mouvement Woke s'attaque à la matrice intellectuelle même de l'âme européenne.

En Russie, il était donc fatal que l'opposition soit faite de Moscovites droits de l'homme, d'oligarques rescapés des années 90, des professionnels de la démocratie à l'occidentale, des passionnaires féministes, des écologistes, des végétariens, des activistes gay. A chaque prise de parole, ils asseyent la popularité du leader.

Et ils font les délices des journalistes étrangers, les seuls à leur accorder quelque crédibilité. La démocratie souveraine russe à poigne est adaptée à la culture politique russe. La démocratie parlementaire est un luxe de pays riche et développé. C'est pour cela que 70% de la population russe au moins se retrouve du côté du pouvoir.

Personne en Occident ne veut comprendre une évidence : pour Poutine, la guerre est aussi un processus dont les buts vont au-delà du simple succès militaire de la conquête de la Crimée et de quelques oblasts parlant le russe. Plus que la conquête, l'objectif est la lutte contre le chaos. Tout le monde doit voir que la révolution orange voulue et préparée par les Etats-Unis a précipité l'Ukraine dans l'anarchie et la destruction. Les Russes veulent démontrer que quand on commet l'erreur de se confier aux Occidentaux, cela finit ainsi : ceux-ci te laissent tomber à la longue et tu restes seul dans un pays complètement détruit. L'avertissement vaut pour la Géorgie, la Moldavie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan. C'est infiniment important.

Tous les critères utilisés sur les chaînes françaises pour jauger du succès ou des échecs de l'armée russe ne voient absolument pas l'essentiel. L'Ukraine est en passe d'être détruite, mais on parle toujours des foudroyants succès des offensives ukrainiennes et de la reprise possible de la Crimée et de quelques oblasts.

Alors même que le Chef d'État-Major de l'armée américaine, Lloyd Austin, avoue que rien de tout cela n'est vraisemblable dans un avenir proche. La « dénazification » (en fait l'élimination des nationalistes extrémistes) et le démembrement de l'armée ukrainienne sont en bonne voie. L'essentiel des groupes indépendants d'extrême-droite avec croix de fer allemande et emblèmes nazis, non rattachés directement à l'armée, a été éliminé. Sans l'aide américaine, l'armée ukrainienne ne tient plus une semaine, selon son chef d'État-major.

Cette guerre se combat pour la stabilité et la grandeur de la mère patrie. Dans la tête des Russes, les Ukrainiens doivent réaliser que la guerre leur amène l'anarchie et la violence sans fin. La Russie restera longtemps l'usine à cauchemars de l'Occident. Aujourd'hui en Russie, la seule solution est le pouvoir retournant à son origine primaire : le pur exercice de la force.

Mais de quoi parlent les Russes dans leurs débats télévisés et la presse ? On ne le sait pas. Pourquoi ? Parce que comme dans toutes les guerres, les gouvernements des pays impliqués dans les hostilités veillent soigneusement à ce que leurs concitoyens ne soient exposés qu'à leurs propres perspectives et à leur propre propagande. Les nouvelles de Russie (textes et images) en langue française de « Russia Today » sont bloquées en France.

Les seules nouvelles que l'on reçoit en France dans la presse écrite ou à la télévision proviennent de journalistes tous plus russophobes l'un que l'autre. Ils n'enquêtent que du côté ukrainien, ne montrent que le côté ukrainien, ne consultent et ne parlent qu'à des Russes de l'opposition libérale qui n'a plus son mot à dire en Russie.

Pourtant, savoir ce que pensent les autres, c'est-à-dire l'ennemi, est crucial pour un comportement rationnel et une planification prudente de ses propres actions. Deux mondes s'ignorent.

Que voit-on du côté russe : tout d'abord leurs réactions à chaque fois que l'OTAN et l'Ukraine franchissent de nouvelles lignes rouges. Et à chaque fois, la Russie porte les

destructions plus loin. La ville de Kiev n'est plus épargnée. Un drone ukrainien frappe la Russie et le surlendemain quelque 70 missiles tombent sur l'Ukraine. Les plus excités veulent bombarder Londres.

Ce que l'Occident ne veut pas voir est que ses amis prônant la liberté et la démocratie en Russie n'ont plus voix au chapitre. L'histoire d'amour de la Russie avec l'Europe est terminée. Le débat n'est plus entre des libéraux orientés vers l'Ouest et les conservateurs. Il n'est plus qu'entre les conservateurs partagés entre centristes et ultra-nationalistes. Parmi eux, Poutine fait presque figure d'innocent.

Vous ne voulez pas voir ce que ces nationalistes préféreraient, à savoir une mobilisation de toute la nation russe autour de la défense nationale et la guerre longue contre l'OTAN et les Etats-Unis. Ils parlent du besoin d'établir une formation militaire pour tous les hommes valides de manière à envisager une armée de trois millions d'hommes. C'est un retour à l'URSS : ils se fichent du marché et veulent établir une direction étatique de l'économie et de l'industrie. Vous n'aimez pas Poutine, vous allez détester son successeur !!!!

Les Etats-Unis ont commis une faute majeure : celle de penser qu'avec l'écroulement de l'URSS, la Russie disparaîtrait de la scène internationale en tant qu'entité stratégique, historique, et économique. Et resterait tout au plus une entité humiliée, mineure et docile, une nation vaincue dans la guerre froide.

Les Américains ont eu le choix : soit, ils accompagnaient l'évolution enclenchée par Gorbatchev lui apportant leur soutien économique, politique et financier afin de faciliter la difficile transition. Soit, ils profitaient de l'affaiblissement manifeste de la puissance adverse pour la terrasser définitivement et s'en débarrasser une fois pour toutes. Cette dernière option fut hélas adoptée sans surprise et on laissa l'URSS se dissoudre pour mieux la démembrer et pour intégrer à l'OTAN certaines de ses anciennes composantes. Tous les présidents américains ont systématiquement ignoré les nombreuses tentatives de mains tendues par les dirigeants russes. Pour la dernière fois en décembre 2022 à Genève.

Bush et son entourage, Brent Scowcroft et Marlin Fitzwater, déclarent en février 1989 que la guerre froide n'est pas terminée et qu'il s'agit plutôt de « mettre les Soviétiques à l'épreuve » et de laisser Moscou « mariner dans son jus ». Gorbatchev espérait que la bonne volonté dont il faisait preuve suffirait pour que le monde occidental accepte l'URSS comme un partenaire de confiance.

« Nous l'avons laissée tomber », dit justement Roland Dumas.

1989/1991 comme 1919 va se révéler comme une paix manquée porteuse de nouvelles tragédies. Les dirigeants occidentaux n'ont pas voulu consolider et organiser la paix. Comme ils n'ont pas compris que leur hégémonie portait la même marque du péché que la Paix de Versailles en 1919 : l'exclusion des vaincus, en commençant par la Russie postsoviétique.

Comme le fait remarquer aussi Hubert Védrine : « La vision occidentaliste du monde après la guerre froide n'a tenu aucun compte de ce que ressentait « the rest », c'est-à-dire tous les autres.

De rares voix s'étaient levées en ce sens à Washington, dont celle de George Kennan, légende vivante de la diplomatie américaine. Il disait : « Nous voulions faire triompher la démocratie sur la dictature et nous y avons réussi. Nous devons en tirer les conséquences. Nous ne pouvons continuer à traiter nos ennemis d'hier comme s'ils devaient rester des ennemis pour toujours ! ». Il eut beau répéter qu'en humiliant les Russes, on allait favoriser la montée des courants nationalistes et militaristes et retarder la marche du pays vers la démocratie... il fut traité de faible et de naïf. Un conseiller du Président Clinton lui dit qu'il se trompait et que les Russes finiraient par accepter tout ce que l'on leur imposait... parce qu'ils n'avaient pas le choix.

Il me paraît essentiel de relire un extrait de « The Nuclear Delusion : Soviet-American Relations in the Atomic Age » (1982) de George Kennan :

Tout ce que vous avez à faire est de remplacer "Union soviétique" par "Russie" et penser que le texte est contemporain.

"Je crois que la vision de l'Union soviétique qui prévaut aujourd'hui dans une grande partie de nos établissements gouvernementaux et journalistiques est si extrême, si subjective, si éloignée de ce que tout examen sobre de la réalité extérieure révélerait, qu'elle est non seulement inefficace mais dangereuse comme guide de l'action politique.

Cette série sans fin de déformations et de simplifications excessives ; cette déshumanisation systématique des dirigeants d'un autre grand pays ; cette exagération routinière des capacités militaires de Moscou et de la prétendue injustice des intentions soviétiques : cette déformation monotone de la nature et des attitudes d'un autre grand peuple et encore un peuple qui souffre depuis longtemps, durement éprouvé par les vicissitudes du siècle dernier ; cette ignorance de sa fierté, de ses espoirs - oui, même de ses illusions (car ils ont leurs illusions, tout comme nous avons les nôtres, et les illusions, elles aussi, méritent le respect) ; cette application irréfléchie de deux poids, deux mesures pour juger le comportement des Soviétiques et le nôtre, cette incapacité, enfin, à reconnaître le caractère commun de nombre de leurs problèmes et des nôtres, alors que nous avançons inexorablement dans l'ère technologique moderne.

Ce sont les signes d'un primitivisme intellectuel et d'une naïveté du cynisme et du soupçon impardonnable dans un grand gouvernement ».

On ne peut mieux dire sur l'ignorance du monde russe qui de 1982 à aujourd'hui a subsisté peut-être de manière encore plus exacerbée.

4.2 L'ignorance du monde ukrainien

Le président Zelenski vient d'être désigné par la Revue « Time » « homme politique de l'année ». Il a été moqué comme comédien et admiré sur le tard dès le 24 février 2022. Il incarne désormais le courage contagieux d'un homme qui permet à son peuple de résister à l'invasion russe. Il se concentre sur sa fonction de porte-parole du régime et laisse à son vice-président du Conseil national de Sécurité et de Défense, Oleksiy Danilov, le soin de gérer le pays. Mais Zelensky est tout sauf une page blanche.

A eux deux, ils ont instauré un régime de fer, ignoré des Européens.

Rinat Akhmetov, l'homme le plus riche d'Ukraine avant la guerre, a déclaré que Zelensky s'était emparé du pouvoir, de tous les pouvoirs, sous couvert de la réforme.

La Procureure générale d'Ukraine a passé à la trappe, comme son ami d'enfance et chef du service de sécurité, Ivan Bakhanov.

Alors qui est-il ?

En 2019, Volodymyr Zelenski a été élu après avoir incarné dans la série télévisée « Serviteur du Peuple », un Président fictif, incorruptible, luttant contre les oligarques et les forces de l'argent.

Mais sur la base des « Pandora Papers » auxquels ont collaboré plus de 600 experts et journalistes s'appuyant sur près de 12 millions de documents qui mettent à jour 29.000 sociétés offshore, les journalistes de Slidstvo Info, un média d'investigation ukrainien, ont prouvé que pendant des années, Zelenski et ses amis ont caché leur fortune dans une douzaine de sociétés-écrans à Chypre, au Belize et aux Iles Vierges britanniques. Anna Babinets, rédactrice en chef de Slidstvo Info écrit alors de Zelenski qu'il est juste un homme d'affaire comme les autres qui cache son argent en dehors de l'Ukraine grâce à un système opaque d'évasion fiscale.

Zelenski n'est donc pas juste un gars simple qui veut être différent, le président du peuple, dit-elle. Il y a beaucoup de combines et de choses douteuses. Il possède des appartements à Londres dont Slidstvo connaît l'adresse. L'un d'entre eux est face au 221b Baker Street, adresse donnée par Conan Doyle au domicile de Sherlock Holmes ! On parle tout de même de centaines de millions.

Par pudeur, on ne dira rien de la vente récente d'une villa dans le meilleur endroit du littoral italien, ni de l'acquisition d'une vaste propriété en Israël où s'abritent ses parents.

Des actes de vente de terres agricoles ukrainiennes, alors interdites par la loi, loi corrigée rétroactivement l'été dernier, à des multinationales américaines (Monsanto et d'autres), l'ont peut-être rendu milliardaire ?

Zelensky s'est fait élire en 2019 avec 73% des voix (les Russes du Donbass n'ont pas pu voter...) sur un programme sans concession : lutte contre la corruption, contre les inégalités, la fin du système oligarchique...Il avait réussi à incarner un espoir de changement. La paix dans le Donbass était l'autre priorité. Rien de tout cela n'a connu un commencement de réalisation.

Au contraire, son armée a tué plus de 10.000 Ukrainiens russes de 2019 au 24 février 2022...L'OSCE a dû même quitter la zone frontière sur les injonctions de Moscou vu sa totale inefficacité à empêcher cette tuerie. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), située à Vienne, avait rapporté effectivement près de 14.000 morts par bombardement et assassinats dans les Oblasts peuplés d'Ukrainiens parlant le russe. Ce sont des rapports des missions d'observation sur place de l'OSCE, des sources ultra-fiables. C'est en fait la raison essentielle de l'opération militaire spéciale de Vladimir Poutine.

Des assassinats d'opposants politiques ont eu lieu sans que l'on sache qui les a commis. Certains ont été enlevés, ont disparu ou ont été exécutés dans la rue aux yeux de tous tout comme des journalistes et des élus de l'opposition. Ces meurtres ont rythmé la guerre civile depuis 2014. Les 12 partis d'opposition ont été interdits un à un, le dernier le 22 octobre 2022.

Le négociateur officiel des Ukrainiens russes vivants dans l'Est de l'Ukraine, Denis Kireev, a été tué en pleine rue à son retour de Kiev le 6 mars 2022. Il avait osé évoquer les liens historiques entre Kiev et Moscou. Les dirigeants politiques ukrainiens affirment que le pays doit être épuré. Toute personne porteuse de culture russe ou qui admet la valeur de cette culture doit disparaître. Comme le député Oleg Kalachnikov tué devant sa maison en 2015.

Écoutons le no 2 du régime en personne, Oleksiy Danilov après que son Chef Zelenski a signé un décret le 4 octobre 2022 interdisant toute nouvelle négociation avec la Russie. Il déclare ceci le 1^{er} décembre 2022 en appelant à la « destruction de la Russie » : « Ils ont juste besoin d'être détruits pour qu'ils cessent d'exister en tant que pays, à l'intérieur des frontières dans lesquelles ils existent maintenant. Ce ne sont que des Barbares. » Voilà à qui l'on a à faire : Zelenski et Danilov ont deux visages. Chez eux, ce sont de véritables psychopathes. A l'étranger, de gentils innocents.

Un autre d'exemple des politiques en cours : les Accords de Minsk II du 12 février 2015 indiquaient que les régions du Donbass devaient pouvoir déterminer elles-mêmes leur langue officielle. Le 21 octobre 2022, Danilov déclare. « La langue russe devrait disparaître complètement de notre territoire en tant qu'élément de propagande hostile et de lavage du cerveau pour notre population ». Et il ajoute : « nous ne retenons personne ».

Autrement dit, les dirigeants ukrainiens se conforment à leur constitution dans son article 16, unique constitution ouvertement raciste dans le monde : il s'agit de « préserver le patrimoine génétique du peuple ukrainien ». C'est de l'ethno-politique, le contraire exact de ce qui est pratiqué en France au nom de la diversité culturelle, creuset de tous les mélanges.

Zelenski contrôle tous les médias, l'audiovisuel et internet. Tous les médias ont été purgés et sont sous étroite surveillance. De nombreux collaborateurs de la télévision ont été renvoyés « dans leurs marécages où ils peuvent croasser en langue russe » dit Danilov.

Zelenski a fait interdire la langue russe comme support écrit dans son pays. L'Institut du livre ukrainien a fait détruire cent millions de livres en russe (tous les livres d'auteurs russes Tolstoï, Pouchkine, les livres de cuisine et de couture, tous les imprimés en langue russe ou les livres imprimés en Russie). N'avez-vous jamais entendu qui que ce soit relever ce fol holocauste de papier, sans doute unique au monde par sa stupidité et son ampleur ? Un seul journaliste occidental l'a-t-il relevé ?

De nombreux biens d'oligarques ont été confisqués (86 citoyens possédant au mois 80 millions de dollars participant à la vie politique et exerçant une grande influence sur les médias), leurs usines nationalisées sans compensation, les biens des investisseurs et sociétés russes (au nombre de 4000) nationalisés sans indemnités (pillage sans vergogne), et enfin l'Église orthodoxe russe interdite d'opérer en Ukraine dès le 1^{er} décembre 2022.

Zelenski n'est pas l'ami des travailleurs et des syndicalistes non plus. Il a passé une loi l'été dernier destinée à satisfaire l'UE et les multinationales qui s'approprient à fondre sur l'Ukraine dès le retour de la paix : temps de travail hebdomadaire statutaire, 12 heures ; licenciement :

autorisé sans indication du motif ; pas de salaire minimum, celui-ci est déterminé par le patron (aujourd'hui 180 euros mensuels).

Le Maire de Kiev, le champion de boxe Vitali Klitschko, a chargé le groupe néo-nazi C-14 de débusquer et de tuer les « saboteurs » parmi les Ukrainiens d'origine slave. Une vraie bête féroce.

De nombreuses procédures pénales ont été ouvertes contre d'anciens responsables de l'État. L'épuration n'épargne personne, même pas l'ancien Président Petro Porochenko. De nombreux civils sont arrêtés par les Services de Sécurité de l'État accusés d'avoir collaborés avec les Russes

5.- Conséquences

Il y en a cinq qui sont évidentes après la visite de Zelenski à Washington en décembre 2022 :

1.- Toujours davantage d'Ukrainiens et de Russes seront tués ou blessés. Washington et Kiev ont donc décidé sans le moindre état d'âme de prolonger les souffrances de l'Ukraine (les souffrances des autres, c'est plus pratique) en refusant de proposer ou négocier un accord qui reconnaîtrait les intérêts sécuritaires de la Russie.

Certes, le Département de la défense américain souhaiterait assez voir les deux parties à la table de négociations le plus rapidement possible. Mais l'administration de la Maison blanche continue d'être sur la ligne totalement illusoire d'un retrait total des troupes russes du territoire ukrainien. C'est Joe Biden qui fait de la situation elle-même une impasse. Résultat : toute attaque de la part de l'Ukraine ne fait que prolonger le conflit actuel et entraîner des pertes inutiles. Et aggraver globalement la situation en Europe.

2.- L'Ukraine en général et ses infrastructures en particulier connaîtront de nouvelles destructions. Elle a déjà perdu près de 20% de son territoire et l'essentiel de ses richesses minières sont dorénavant sous contrôle russe. Ses principales installations électriques et industrielles sont détruites. Son accès à la Mer Noire est très entravé.

Ses forces armées ont été passablement laminées. Le gouvernement ukrainien commence d'ailleurs à admettre de fortes pertes humaines. Tous les jours, plusieurs centaines de morts. Le gouvernement ne peut plus assurer ses dépenses courantes de 5 à 7 milliards par mois, il lui faut emprunter la totalité de ses dépenses de fonctionnement. Ses dettes sont déjà et seront immenses et croissent tous les jours. Le pays n'est plus que désolation. Les soldats de Sparte aux Thermopyles contre les Perses étaient braves, ils sont tous morts.

Les victimes ne vivent pas en Amérique. Elles vivent dans une région que les Américains ne savent pas placer sur une carte. Selon un sondage récent, certains Américains ont placé l'Ukraine en Afrique, d'autres au Groenland, ou encore en Europe sans autre précision... C'est une tragédie humaine provoquée par trente ans d'expansion de l'OTAN en direction des frontières de la Russie. Les Américains et Boris Johnson ont demandé aux Ukrainiens de se battre alors qu'un accord semblait à portée de main le printemps dernier à

Istamboul...Maintenant l'Amérique devrait demander à l'Ukraine d'arrêter. Elle a déjà suffisamment souffert.

Mais cela n'en prend pas le chemin. Faire la guerre à la Russie est le rêve fou d'idéologues américains irresponsables et psychiatriquement dérangés, d'opportunistes dénués de toute raison et de l'industrie de l'armement plus vorace que jamais.

Sans aide militaire de l'étranger, l'armée ukrainienne ne tiendrait pas une semaine. Mais les Américains ne peuvent pas l'envisager après la perte de l'Afghanistan. Ils perdraient tout prestige. Ils ne leur restent que la fuite en avant et le pire...

Sauf à provoquer une nouvelle donne : faire disparaître Zelenski ce qui permettrait à beaucoup de sauver la face et prévoir son remplacement par un Général prêt à négocier...

3.- Les bénéficiaires de l'industrie de l'armement américaine vont continuer de croître de fort belle manière. Des centaines de millions de dollars pleuvent littéralement sur l'industrie américaine de l'armement. Le budget annuel américain de la Défense, l'équivalent des huit pays qui viennent ensuite (Chine, Russie, France, Grande-Bretagne, etc.) dépasse les 800 milliards de dollars annuellement. Et sur les crédits supplémentaires alloués dans le cadre du soutien armé à l'Ukraine par la Chambre des Députés et le Sénat, quelque 70% lui reviennent directement.

La Seconde guerre mondiale n'était pas terminée que Charles E. Wilson, futur « Defense Secretary », PDG de General Motors, préconisait une économie de guerre permanente pour les Etats-Unis car la production de guerre menait à une montée vertigineuse des profits. « La guerre, c'est bon pour les affaires », disait-il. Les exportations d'armes sont de très loin les plus rémunératrices.

D'où le surnom de « Pentagod » donné au Pentagone et à ses 5 tentacules principales que sont Raytheon, Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman et General Electric. Ce dispositif semble totalement inamovible pour longtemps encore.

Les élites américaines au pouvoir ne voient pas pourquoi ne pas perpétuer des bénéfices financiers et géopolitiques importants qui découlent de la guerre. De plus, l'Europe est sous la coupe de l'Amérique d'autant qu'elle est affaiblie économiquement et industriellement.

4.- Les économies européennes et les citoyens des pays d'Europe vont continuer de sérieusement souffrir des effets de la crise. Personne ne questionne le bien-fondé de sanctions décidées par des gouvernements sans consultation des populations et sans trop d'idées sur la portée des décisions qu'ils prenaient. Bruno Le Maire parlait de réduire l'économie russe en cendres et de guerre économique totale. Il a oublié de regarder la désolation dans son propre jardin.

5.- Le monde dit occidental (c'est-à-dire les Etats-Unis et leurs alliés européens et asiatiques (Corée du sud, Japon et Australie) se fissure et se dirige vers un grand schisme, soit un monde où les Etats-Unis seront opposés pour la première fois au tandem

russe et chinois, accompagné de tous les non-alignés de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine.

Tous regroupés dans de nouvelles organisations internationales les excluant. L'Europe peut dire au revoir à la Russie, et dans une moindre mesure à la Chine, tout au moins pour assez longtemps, aussi longtemps que ses gouvernants actuels n'auront pas passé la main. Le capital de confiance de Moscou à leur égard est définitivement épuisé. La Russie se tourne complètement vers le continent de l'avenir : l'Asie avec la Chine, l'Inde, l'Iran et les allégeances nouvelles au Moyen-Orient. Hors Amérique et alliés occidentaux, le monde entier n'a pas voulu se mêler de cette querelle rejette au contraire l'interventionnisme américain et ses régimes de sanctions.

Au G20 à Bali en novembre 2022, tous les participants latino-américains, africains et asiatiques ont dit que le monde était dorénavant multipolaire et que la domination des Etats-Unis se terminait. Zelenski avait été autorisé de s'adresser aux Chefs d'État. Il a caricaturé l'action de Moscou, a appelé à exclure la Russie du G20, et s'est ridiculisé. Qu'est-ce que l'Ukraine ? pense-t-elle dicter aux Grands de ce monde comment se comporter. Les parrains de Zelensky ne sont plus les maîtres absolus du monde et se rendront peut-être compte un jour que les choses ne tournent pas à leur avantage.

Résumons :

La Russie ne peut pas perdre la guerre. Elle perdrait la face.

L'Amérique ne peut pas la perdre non plus. Elle perdrait la face.

Refaire Kaboul à Kiev est politiquement impossible. Or l'Amérique n'a aucun scénario de sortie, aucun plan B, elle ne peut que choisir la fuite en avant. Les néoconservateurs américains n'avaient aucune idée de là où ils allaient en Ukraine, jusqu'où cela les entraînerait et comment en sortir le cas échéant. Restent les « jusqu'aux boutistes » et autres boutefeus !!

L'Ukraine peut perdre la guerre mais ne le veut pas non plus. Zelenski y perdrait la face.

Elle ne peut pourtant dériver aucun bénéfice de la perpétuation de cette guerre. Elle se tromperait gravement en pensant ou espérant le contraire. Mais elle vit en ce moment un complet délire entretenu par ses dirigeants. Je ne sais pas si les compatriotes meurtris de Zelenski lui pardonneront un jour de les avoir si lourdement dupés.

Donc, espérer aujourd'hui des négociations n'est pas réaliste. Zelenski ne veut pas perdre ne serait-ce qu'un pouce du territoire de l'Ukraine et la Russie ne rendra jamais volontairement la Crimée et le Donbass.

Une question devra se poser aux citoyens Ukrainiens et aux citoyens Européens : la recherche désespérée et utopique du maintien de l'autorité de l'État ukrainien par Zelenski sur des territoires à fortes majorités russes à l'Est et au Sud du pays vaut-il la peine de provoquer encore quelques centaines de milliers de morts ukrainiens en plus et de terribles destructions en Ukraine aplatie sous les bombes ?

Pourquoi ? Avec quels objectifs ? Laisser l'Ukraine martyriser les Russes du Donbass une seconde fois ?

Il n'y a aucune réponse censée de l'Occident autre que l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat. Et l'acceptation de la cession de la Crimée et du Donbass. Et sans doute le remplacement de Zelenski par un leader moins « jusqu'au boutiste ». Il n'y aura pas de retour au statu quo ante.

L'architecture européenne de sécurité mutuelle attendra très longtemps encore un début de réalisation.

Pourtant, je ne vois ni sagesse, ni réalisme à l'horizon. J'espère pour une fois me tromper.

Newsweek a publié un article en septembre 2022 qui faisait allusion à un projet de membres du Pentagone qui envisageaient une action de « décapitation au cœur du Kremlin » afin de tuer le président Poutine. Liz Truss, très brièvement Premier ministre de la Grande-Bretagne, n'a pas caché qu'elle n'hésiterait pas à presser le bouton déclenchant une guerre nucléaire. Tous ces malades sont en liberté.

Le 29 novembre, le Vice-Ministre polonais de la défense annonçait la mobilisation de 200.000 réservistes en 2023 pour des manœuvres qui pourrait conduire à une mobilisation nationale.

Dans cette affaire, il y a de gros barils de poudre, des fanaux déjà allumés et des étincelles. L'Ukraine, la Pologne et les trois États Baltes adorent produire des étincelles à proximité immédiate des barils de poudre.

Plus la guerre perdure, plus les risques de dérapages sont grands. Il est à peu près certain que la situation va encore empirer et que l'on n'évitera pas une détérioration de la situation. On ne peut pas exclure une escalade catastrophique.

Quand les choses se passent mal pour Washington et sa politique étrangère, les derniers croyants authentiques de leur grande et forte cause, tombent victimes de leurs propres illusions. Les affaires étrangères américaines et l'armée tout comme le reste de ceux qui veulent la guerre aux États-Unis vont continuer de promettre un soutien éternel à l'Ukraine quels qu'en soient les coûts.

Ils sont prêts à sacrifier tout réalisme en faveur de vœux pieux, des feux de la rampe, des efforts d'auto-promotion, des visites médiatisées à Kiev. Tout à fait comme à la fin de la guerre du Vietnam. Le Secrétaire d'État de l'époque, Dean Rusk avait dit comme la Maison Blanche de Biden. « On ne se retire pas avant que la guerre ne soit gagnée ». On sait ce qu'il en est advenu, comme en Afghanistan, comme en Irak, comme en Syrie, comme en Libye, comme au Yémen, comme en Somalie. L'Amérique n'a jamais rien appris de l'histoire de ses défaites récurrentes.

Au printemps de 1965, le général Westmoreland rapportait à Lyndon B. Johnson que l'aide américaine n'allait pas empêcher la chute du Sud Vietnam et que le Nord Vietnam allait commencer la bataille finale...La situation américaine en Ukraine commence à ressembler à un même tournant de l'histoire.

Il ne faut pas que d'irresponsables faucons ukrainiens, lithuaniens, estoniens et lettoniens, assistés de la Pologne et de la Roumanie dictent à toute l'Union européenne sa politique à l'égard de la Russie.

En effet, l'Europe a commis une erreur mortelle : laisser venir le coucou américain dans des nids européens, en France et en Allemagne en particulier, mais aussi dans les pays Baltes et en Pologne. Cet oiseau a une solide réputation de parasite. Sa femelle profite de l'absence des propriétaires pour pondre des œufs un à un dans le nid de divers autres oiseaux, pas des coucous. Dès son éclosion, le jeune coucou élimine les autres occupants du nid afin d'être le seul à recevoir de la nourriture de ses parents d'adoption forcée. Le coucou est un clepto-parasite car il vit aux dépens de son hôte dont il s'approprie le gîte et le couvert. Les nids sont européens et le coucou américain s'est installé partout, avec des bases, des militaires et des missiles. Et une politique provocatrice à l'égard de la Russie ultra-risquée et dangereuse.

D'ailleurs, « la seule chose que nous apprenons de l'histoire, c'est que les hommes n'apprennent jamais rien de l'histoire », dit l'adage populaire. Espérons que les maîtres du monde qui ont notre destin entre leurs mains n'en fassent pas autant.

Écoutons tout de même Kissinger :

Kissinger, 99 ans, est réapparu le 13 août 2022 dans le « Wall Street Journal » et a fait d'intéressantes déclarations : « les Etats-Unis sont au bord de la guerre avec la Russie et la Chine ». La cause est multiple selon lui : « les Etats-Unis n'ont plus de politiciens visionnaires, ni de leaders. Ils ont rejeté l'idée de diplomatie traditionnelle et conduisent le monde au bord du précipice de la guerre. Il décrit la décision de la Russie d'envoyer des troupes en Ukraine comme motivée par sa propre sécurité »...

Ce que disent d'ailleurs avec lui des douzaines des meilleurs professeurs américains d'histoire contemporaine et de relations internationales des plus grandes universités américaines ainsi que de nombreux esprits indépendants. Avoir l'OTAN à 480 km de Moscou est de fait totalement inacceptable. Elle le serait tout autant pour l'Amérique dans une situation identique. Rappelons-nous la crise des missiles à Cuba en 1962 où la distance était deux fois plus grande.

« Toute l'Ukraine ne peut par ailleurs pas tomber sous la coupe de Moscou. Il faut calmer les craintes historiques de l'Europe devant une domination russe », dit Kissinger.

C'est pourtant Napoléon qui a envahi la Russie, ce sont les Nazis qui ont suivi...La France et l'Allemagne ont envahi la Russie, la Russie n'a jamais envahi ni la France, ni l'Allemagne si ce n'est que pour repousser la Wehrmacht jusqu'à Berlin ».

Kissinger poursuit en considérant que les politiques et les diplomates à Kiev et à Washington auraient dû respecter les équilibres. Il considère que le conflit actuel est comme une excroissance d'un dialogue stratégique raté. Il insiste que les Américains auraient dû prendre au sérieux les soucis sécuritaires du Président Poutine dont les propositions présentées par écrit ont été platement rejetées en décembre 2021 à Genève.

Remarquant que l'intérêt bien compris de l'Amérique serait de rechercher un équilibre entre elle-même, la Russie et la Chine, à savoir une sorte d'égalité des puissances impliquant

l'acceptation de la légitimité des valeurs parfois opposées de l'autre. Et Kissinger de conclure : « si le but est l'imposition de ses propres valeurs, l'équilibre est impossible ».

Ces propos étonnent. Kissinger a énormément de sang sur les mains et se trouve être responsable de tant de morts et de destruction. Et aujourd'hui, sur le tard, il démontre que l'on pouvait concevoir une politique réaliste en matière de relations étrangères, qui mettrait les intérêts pratiques de chacun en avant. Kissinger est-il devenu « raisonnable » ?

Certainement pas, il n'a non seulement pas changé, mais il ne regrette rien de ses souvent sordides entreprises qui n'avaient qu'un seul but : assurer l'hégémonie des Etats-Unis. L'avertissement que nous lance Kissinger est d'autant à prendre au sérieux qu'il provient d'un belliciste avéré. Il n'est pas devenu un activiste de la paix sur le tard. Il ne s'est jamais réformé ni excusé de ses excès.

Que se passe-t-il alors ? C'est assez simple : la machine de guerre américaine s'est considérablement emballée et est devenue de plus en plus belliciste depuis l'année 2001 et l'attentat contre le World Trade Center. Kissinger affirme que la guerre en Ukraine est partiellement une création américaine, une création sans le moindre concept de là où on allait aller, de comment cela allait finir et ce vers quoi cela pouvait nous mener. Mais pour cela, il faudrait avoir des objectifs, ajoute-t-il.

Cela pose la question de savoir si les Etats-Unis ont encore une bonne compréhension de leurs véritables intérêts nationaux.

La politique fort imprudente et surtout extrêmement dangereuse suivie par les Etats-Unis et donc l'OTAN a abouti à la crise ukrainienne. Le choix a été fait d'un coup d'État (en Ukraine) et de la provocation permanente de la Russie. Ne pas prendre au sérieux les intérêts sécuritaires de la Russie est tout simplement irresponsable de la part de l'Occident. Il fallait finlandiser le rôle de l'Ukraine et l'utiliser comme zone tampon.

Si donc Kissinger n'a pas changé, l'Empire américain s'est lui dégradé en une folle machine de guerre. Ces transformations pour le pire peuvent être datées du début du XXIème siècle avec l'arrivée des faucons néoconservateurs à la Maison Blanche combinée avec le regain de chauvinisme qui accompagna le 11 septembre 2001. On entra alors dans une ère d'expansionnisme avec une effronterie et un sans-gêne qui étonnèrent beaucoup au sein de la vieille garde.

Le mot de la fin

Eh bien alors, « dansons sur le volcan », car nous sommes tous métaphoriquement à Naples près du Vésuve. Gustave Flaubert utilise la formule dans une lettre à Eugène Delattre le 10 janvier 1859 : « On a dit que nous dansions sur un volcan ! Pas du tout ! Nous trépignons sur la planche pourrie d'une vaste latrine. L'humanité, pour ma part, me donne envie de vomir et il faudrait aller se pendre s'il n'y avait pas, par ci par là, de nobles esprits qui désinfectent l'atmosphère ».

FIN

Un rapport expose comment les médias allemands attisent le militantisme dans la société et s'efforcent d'empêcher les négociations avec la Russie

Publié le décembre 29, 2022 par Wayan

Par Felix Livshitz – 22 décembre 2022 – Source RT

La semaine dernière, l'Université de Mayence a publié une étude sur la couverture médiatique allemande des événements en Ukraine, et sur la réponse officielle de Berlin à la crise. Les conclusions confirment que depuis le 24 février, les médias ont joué un rôle majeur pour maintenir le conflit et rendre moins probable un règlement négocié, en raison d'un contenu presque universellement biaisé, pro-guerre et anti-Russie, publié à toutes les étapes.

Les chercheurs de l'université ont analysé les reportages en langue allemande sur le conflit ukrainien entre le 24 février et le 31 mai, en évaluant le contenu de quelque 4 300 articles distincts publiés par les huit principaux journaux et chaînes de télévision du pays : *FAZ, Süddeutsche Zeitung, Bild, Spiegel, Zeit, ARD Tagesschau, ZDF Today* et *RTL Aktuell*.

Pendant cette période, l'Ukraine a été dépeinte de manière positive dans 64% des reportages, et le président Vladimir Zelensky dans 67%. En revanche, la Russie a été décrite « *presque exclusivement de manière négative* » dans 88% des cas, et le président Vladimir Poutine dans 96% des cas. Presque tous les reportages – 93% au total – attribuaient la responsabilité exclusive de la guerre à Poutine et/ou à la Russie. L'Occident n'a été désigné comme « *coresponsable* » que dans 4 % des cas, et l'Ukraine encore moins, dans 2 % des cas.

Le point de vue de la Russie sur le conflit n'a été pris en compte ou mentionné que dans 10 % des reportages, soit moins que le point de vue de tout autre pays, y compris les voisins de Moscou. Alternative for Deutschland et le Parti de la Gauche, qui s'opposent tous deux à l'armement de l'Ukraine et à la prolongation des combats, « *n'étaient pratiquement pas présents dans les médias lors des reportages sur la guerre.* » Les messages du gouvernement et les déclarations des ministres ont été complètement dominants, étant au centre de 80 % de la couverture médiatique, soit plus de quatre fois plus que pour les partis d'opposition.

Dans les discussions des médias sur les « *mesures les plus susceptibles de mettre fin à la guerre* », les sanctions économiques contre la Russie étaient « *de loin les plus fréquemment rapportées* » et approuvées dans 66% des cas. Les mesures diplomatiques ont été mentionnées « *beaucoup moins fréquemment* », tandis que les « *mesures humanitaires* » ont été encore moins souvent évoquées.

Au total, 74% des rapports étudiés ont dressé un portrait « *extrêmement positif* » du soutien militaire à l'Ukraine. La livraison d'armes lourdes a été approuvée « *un peu moins clairement, mais toujours considérée comme largement raisonnable* » avec 66% « *d'opinions favorables* ». Moins de la moitié, 43%, ont donné l'impression que des négociations diplomatiques seraient utiles, et cela est largement dû aux reportages de *Der Spiegel* qui indiquait clairement que la diplomatie était l'option la plus raisonnable pour Berlin « *de loin* ».

« *Der Spiegel* a été le seul média examiné à évaluer les négociations diplomatiques de manière plus positive que la livraison d'armes lourdes », concluent les universitaires.

Le rapport a identifié un domaine où la couverture médiatique n'était « certainement pas pro-gouvernementale ». En de rares occasions, le chancelier Olaf Scholz et sa coalition ont été fortement critiqués « pour avoir hésité à inonder l'Ukraine d'armes lourdes » par tous les médias, à l'exception de *Der Spiegel*.

Le rapport ajoute que « tous les membres du gouvernement n'ont pas été touchés de la même manière par les critiques. » Si ceux qui ont échappé à la censure ne sont pas cités, il y a fort à parier qu'il s'agit de représentants des partis de la coalition gouvernementale, comme les Verts, qui exigent depuis le premier jour que Berlin inonde Kiev d'armes.

L'étude offre une vision inquiétante de la manière dont l'ensemble des médias allemands se sont ralliés à la cause de la guerre et à une escalade dangereuse contre la Russie. Pendant ce temps, la prise en compte de politiques alternatives, telles que le soutien à un règlement diplomatique ou l'incitation de l'Ukraine à s'engager dans des négociations productives pour mettre fin aux combats le plus tôt possible, a été presque totalement absente, voire même complètement refusée, de tout reportage ou analyse.

Cela montre également comment les journalistes comptent parmi les lobbyistes les plus agressifs et les plus efficaces en faveur de la guerre. L'Allemagne n'est qu'un pays, et une enquête similaire sur la couverture médiatique du conflit dans n'importe quel État occidental aboutirait inévitablement à des conclusions similaires. Dans de nombreux cas, les conclusions pourraient même être plus radicales, en termes d'image unilatérale et favorable à la guerre présentée aux citoyens moyens par la presse, et de l'absence de points de vue opposés et favorables à la diplomatie.

Ce serait certainement le cas au Royaume-Uni et aux États-Unis, les deux pays qui poussent le plus à cette guerre par procuration contre la Russie. Il a été confirmé que Kiev et Moscou étaient parvenus à un accord intérimaire négocié au début du mois d'avril, selon lequel la Russie se retirerait sur sa position d'avant le 24 février et l'Ukraine promettrait de ne pas chercher à adhérer à l'OTAN en échange de garanties de sécurité de la part d'un certain nombre de pays.

Toutefois, à la toute dernière minute, le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, s'est rendu à Kiev et aurait exigé que Zelenski se retire des négociations. Ce fait choquant a à peine été mentionné dans les informations en langue anglaise, mais cela ne devrait pas nous surprendre.

Ces organisations et les journalistes qui travaillent pour elles semblent avoir une guerre éternelle à vendre. Pour cela, le public occidental ne peut apparemment pas être autorisé à savoir qu'il est possible de parvenir à la paix par des moyens autres que la mort et la destruction. Il est également nécessaire, semble-t-il, de tromper les Européens sur les conséquences du conflit pour leurs propres économies et leurs vies personnelles, comme le prouve l'étude de l'Université de Mayence.

Entre le 24 février et le 31 mai, la proportion de reportages mentionnant ou traitant de « l'influence de la guerre sur l'Allemagne », comme les pénuries d'énergie et l'inflation des prix, n'a jamais dépassé 15 % au total par semaine. Ce n'est que récemment que les médias

du pays ont commencé à reconnaître ces dommages, et à explorer ce qu'ils signifient pour le citoyen moyen. Une majorité du public ne voit peut-être pas venir cette énorme récession, ou n'a aucune idée qu'elle est auto-infligée.

Felix Livshitz

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.

Annexe 2 consacrée à la politique étrangère des Etats-Unis

Le statut de seule hyperpuissance mondiale depuis la chute de l'URSS a permis cet étalage d'arrogance politique et militaire et d'ignorance du monde extérieur, toujours hypocritement au nom de la démocratie et des droits de l'homme. Les succès ont conforté l'Amérique dans l'affirmation de sa supériorité, c'est-à-dire dans l'histoire d'un pays inspiré par Dieu, dans la foi de l'exceptionnalisme américain, dans la croyance de sa destinée manifeste. « La nation indispensable », selon Madeleine Albright. Hillary Clinton pendant sa campagne de 2016 déclarait sans sourciller : « America is already great. But we are great because we are good ». Ceci explique cela. D'autant que la conjonction d'une immense institution militaire et d'une grande industrie de l'armement depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale exerce son influence totale sur les plans politique, économique, financier, universitaire et même spirituel. « Cette influence est ressentie dans chaque ville, dans chaque Parlement d'État, dans chaque bureau du Gouvernement fédéral ». Qui dit cela ? Le président des Etats-Unis Eisenhower qui, en 1961, invente du coup le concept de « complexe militaro-industriel ». La fin de la guerre froide, c'est-à-dire la chute de l'Empire soviétique et celle concomitante du communisme, a projeté l'Amérique au rang de seule superpuissance. Une puissance vengeresse en particulier depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Michael Parenti, historien et politologue américain, auteur de nombreux livres, explique dans son ouvrage intitulé « Superpatriotism » rédigé en 2004 que : « *L'objectif n'est pas la recherche du pouvoir pour le pouvoir mais le pouvoir de contrôler les ressources naturelles et les marchés de la planète toute entière, le pouvoir de privatiser et déréguler les économies de toutes les nations du monde, le pouvoir d'imposer les bienfaits d'un marché mondial libre et globalisé. Le but ultime étant non seulement d'assurer la suprématie du capitalisme financier globalisé américain mais de prévenir aussi l'émergence de toute concurrence potentielle* ».

On est hors de la Charte des Nations Unies qui prohibait toute guerre sauf la légitime défense. Nous sommes entrés dans le monde dangereux de la guerre préventive et même préemptive, hors des limites du droit international. Un monde géré par les « rules of law » fabriquées sur mesure et en tant que de besoin par Washington.

La machine de guerre américaine s'est donc emballée et se comporte de manière de plus en plus folle et erratique. Kissinger a passé toute sa vie précisément à promouvoir les mécanismes de cet Empire américain. Et maintenant il nous avertit devant ses excès irrationnels à ses yeux. Il y a de quoi prendre peur, venant de lui !!!

Baser une politique idéologique (affirmation de la démocratie, promotion des droits de l'homme) comme vitrine dissimulant les vrais intérêts du complexe militaro-industriel et des conseillers de la Maison Blanche semble vouer à l'échec et nous mener dangereusement près d'un holocauste nucléaire, celui d'une troisième guerre mondiale. A l'heure actuelle lesdits conseillers figurent parmi les plus farouches opposants au régime du Président Poutine. Ils sont les représentants de ce que l'on appelle à Washington les « Captive Nations », soit des membres de la diaspora de l'Europe de l'Est anciennement soviétique !

Mais d'où viendront la désescalade et la détente ? En tout cas pas de l'Europe docilement et aveuglément soumise à Washington. Attention à la confrontation stratégique avec la Chine. Cette fois-ci comme jamais auparavant (rivalité entre le communisme soviétique et chinois), voici la Chine alliée durablement à la Russie dans la constitution d'un bloc autoritaire voire dictatorial faisant face à l'Occident à l'heure où une majorité de la population mondiale rejette l'écrasant et brutal hégémonisme américain. Un monde nouveau émerge opposant deux blocs : une vieille Europe décervelée et déboussolée avec une Amérique sur le déclin et un autre dominant le « Heartland » et le « Rimland » caucasien et asiatique dont la maîtrise selon Zbigniew Brezinski assurait la maîtrise du monde...

Le logiciel qui définit la politique étrangère des Etats-Unis est suranné et dangereux.

Il est suranné parce qu'il ne correspond plus à un monde unipolaire, aujourd'hui dépassé par le surgissement de la Chine et le retour de la Russie parmi les Puissances. Les Etats-Unis ne se sont pas encore rendus compte qu'ils avaient rendez-vous avec leur destin et devront faire face un jour à leurs erreurs.

Il est aussi dangereux :

Georgy Arbatov, certainement l'un des meilleurs diplomates russes de la guerre froide, savait que cette dernière constituait un important, voire essentiel, principe organisateur de tout l'édifice américain politique, militaire, économique et sociétal. Conduire une guerre froide en se créant une Némésis soviétique, obstacle à surmonter absolument pour défendre « the American way of life », était une nécessité vitale pour la mise en place du pouvoir américain global. Le militarisme devenait essentiel au fonctionnement du capitalisme et à l'alimentation des budgets faramineux du Pentagone, moteur du tout puissant lobby militaro-industriel.

Avoir l'URSS puis la Russie comme ennemi fournissait et fournit aujourd'hui aux États-Unis le bon prétexte pour « défendre le monde libre » et rester le patron de l'Europe et de l'OTAN pérennisant leur position hégémonique.

La chute de l'URSS entraînait la chute du narratif américain. Gagner la Guerre froide fut ainsi une euphorie qui ne dura pas. Le Président H.W. Bush déclara un nouvel ordre mondial sous leadership américain.

C'est alors que les Etats-Unis s'embarquèrent dans des guerres non-stop sous divers prétextes allant de la défense des droits de l'homme, à la guerre contre les trafiquants de drogue, contre les armes de destruction massive, contre le terrorisme.

La réactivation en cours actuellement de la guerre froide est absolument essentielle, elle est d'une absolue nécessité. Sans la confrontation avec la Russie, les Etats-Unis se trouvent en

danger de devoir faire face à leurs propres faillites internes, incontestablement dues à la présence d'un État national sécuritaire hyper militarisé et surtout dispendieux.

Le choix de la diabolisation de la Russie et de la Chine comme justification des agissements américains risquent de provoquer tôt ou tard une confrontation. C'est un signe indubitable de la dangerosité du logiciel américain. De plus, le comportement de l'Amérique fait que son pire cauchemar devient vrai : Moscou et Pékin n'auront jamais été si proches stratégiquement l'un de l'autre depuis le début des temps... L'ancien Premier ministre australien l'a souligné : *"China's explicitly pro-Russian position on European security is new and significant and quite a radical departure from the past."*

Il est évident, dit Chas Freeman, que l'entente sino-russe est appelée à se développer sous la pression qu'exercent les Etats-Unis sur les deux pays. Rien n'arrivera en Ukraine et à Taïwan sans une coordination entre la Russie et la Chine. Il n'est pas sûr que les officiels américains réalisent la profondeur du changement dans les relations triangulaires entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Ce qui est évident est que les Etats-Unis sont les grands perdants. Le triangle n'est plus équilatéral : il y a deux côtés contre un seul.

Une considération est essentielle : la Chine est d'accord avec la Russie pour considérer que la sphère d'influence des Etats-Unis a besoin d'être redimensionnée à la baisse et les deux pays vont s'en charger. Le pacte d'amitié et d'alliance militaire entre la Chine et la Russie de février 2022 à Pékin est synonyme de réalignement de l'ordre mondial. Le jour de l'invasion de l'Ukraine, la Chine a dit « comprendre les préoccupations raisonnables de la Russie en matière de sécurité ». Le Ministre chinois des affaires étrangères dit avoir constaté que « la question ukrainienne relevait d'une histoire particulière et compliquée ».

Comment éviter le pire ?

J. William Fullbright écrit dans « The Arrogance of Power », en 1966 :

« Seule une nation en paix avec elle-même, avec ses erreurs comme avec ses succès, est capable de comprendre les autres avec générosité... Une nation puissante mais manquant de confiance en elle, a toutes les chances de se conduire envers les autres et envers elle-même de façon dangereuse... Elle ne peut reconnaître aucune erreur, elle doit avoir gain de cause dans toute querelle, si triviale soit-elle.... Graduellement, mais indiscutablement, l'Amérique montre les signes de cette arrogance du pouvoir, dont ont souffert, dans le passé, de grandes nations, qui les a affaiblies et parfois détruites. Dans ces conditions, nous ne sommes plus à la hauteur de nos possibilités et de nos promesses en tant qu'exemple de civilisation donné au monde ».

L'hégémonie mondiale américaine, dit Robert W. Merry, ne fonctionnera plus : *« L'exceptionnalisme américain est une vanité nationale ridiculisée par les événements. Nos idéaux sont bons pour nous et valent la peine de se battre pour eux mais ils ne sont pas universels et ne devraient pas être imposés à d'autres peuples dans d'autres pays ».*

Pour que cela puisse bien se dérouler, les États-Unis devront mettre de l'ordre dans leur propre maison (réduire leur dette abyssale, reconstruire leurs infrastructures, améliorer le secteur éducatif, investir davantage dans la protection sociale, adopter un système permettant de gérer l'immigration, réduire les dysfonctionnements politiques). Les divisions actuelles de

la société américaine, ses problèmes domestiques, l'empêchent de promouvoir la paix ailleurs dans le monde et laisse le champ libre au fameux complexe militaro-industriel et à ses affaires florissantes.

Écoutons enfin John. F. Kennedy dans son fameux discours du 10 juin 1963 à l' « American University » de Washington, l'une des raisons sans doute qui ont mené à son assassinat :

“What kind of peace do I mean? What kind of peace do we seek? Not a Pax Americana enforced on the world by American weapons of war... I am talking about genuine peace, the kind of peace that makes life on earth worth living, the kind that enables men and nations to grow and to hope and to build a better life for their children--not merely peace for Americans but peace for all men and women--not merely peace in our time but peace for all time. I speak of peace, therefore, as the necessary rational end of rational men.

Le seul principe fondamental auquel adhèrent les États-Unis dans les relations internationales contemporaines n'est pas le droit international mais simplement ce qui leur convient, soit des principes à la carte selon le menu du jour. Tout dépend de « who is doing what to whom ».

Andrew Bacevic n'hésite pas à parler des intérêts égoïstes persistants et des ambitions démesurées de la politique étrangère des États-Unis ainsi que de l'objectif des forces armées américaines de s'approcher de la toute-puissance : « Full Spectrum Dominance »⁸. Le résultat attendu de la guerre américaine contre le terrorisme n'est pas un monde de paix, de démocratie globale et de liberté mais une « Pax Americana » globale maintenue par les armements américains, le rejet des Nations Unies et celui des contraintes du droit international.

Mais leur exceptionnalisme interdit aux États-Unis de devenir un pays « normal ». Ils n'ont pas le choix : pour rester eux-mêmes, ils doivent rester les plus forts. Le deuil géopolitique n'est pas à l'ordre du jour. Il n'y aura pas de « graceful decline ».

Ce n'est pas rassurant. Leur ignorance et manque de projection sont proprement ahurissants. Ils mettent notre monde en grave danger

C'est que le manque de culture politique et d'intérêt pour la compréhension de sociétés diverses confine aux États-Unis à une profonde indifférence, proche du mépris.

Le Président Biden a déclaré publiquement en juillet 2021 que la Russie « was sitting on top of an economy that has nuclear weapons and oil wells and nothing else ». Le Sénateur John McCain avait fait plus court en 2014 en parlant de la Russie comme d'une « gas station masquerading as a country ». La même année Barack Obama écartait la Russie comme un « simple pouvoir régional ».

Anatol Lieven explique fort bien cette face sombre et méconnue du système idéologique américain qui prédispose à une perception inégalitaire et ethnique du monde, le sentiment d'une supériorité ontologique et des pulsions agressives détournées vers le monde extérieur.

⁸ Andrew J. Bacevic, *“American Empire: The realities and Consequences of US diplomacy”*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

On comprend pourquoi la politique américaine est devenue complètement erratique. Le messianisme enraciné dans le credo américain a été généralement accompagné d'une méconnaissance totale de l'histoire, de la société, des traditions et de la réalité des pays victimes d'une intervention américaine où qu'elle ait eu lieu.

Au cours des quarante dernières années, les États-Unis ont trébuché sur une intervention militaire dramatiquement mal conçue après l'autre (Vietnam, Afghanistan, Irak, Liban, Somalie, Serbie/Kosovo, Libye, Syrie) sans jamais commencer à se demander ce qui n'allait pas. Comme le dit Anatol Lieven : « la conduite de la guerre des États-Unis contre le terrorisme ressemble à une apothéose baroque de la stupidité politique ».

La conséquence est évidente tout comme la marche à suivre : il faudra renverser les tyrans pour répandre la démocratie, les marchés et les institutions qui vont garantir le commerce, les investissements et les règles de la loi, soit ce que l'on a appelé le « Consensus de Washington » (John Williamson, 1989).

L'autorité morale et politique des États-Unis est mise à rude épreuve et ses Alliés ne se retrouvent pas dans les valeurs, la substance et l'éthique de la politique américaine. Les prétentions de l'Amérique à dominer le monde militairement et politiquement a donc atteint les limites de l'acceptable et provoquent de nombreuses manifestations de rejet.

Le ressentiment contre l'Amérique érigé en bouc émissaire de tous les échecs et de toutes les souffrances, alors même qu'elle a perdu la maîtrise de l'histoire, devient palpable. Pourtant, les Américains et en particulier leurs dirigeants s'accrochent à un statu quo mondial en progressive érosion.

Répandre militairement la démocratie et les droits de l'homme prétendument, c'est le rôle que se sont assignés les Américains mais à chaque fois qu'ils essaient, ils échouent lamentablement. Pourquoi vouloir imposer notre système occidental de nations anciennes riches et prospères à la Chine, à l'Inde, à la Russie qui n'en ont pas forcément besoin aujourd'hui...

Dès lors, le XXIème siècle se montre assez proche des prédictions de Samuel Huntington qui ne s'est pas trompé sur l'essentiel à savoir la montée de la violence, sa radicalisation, le défi existentiel qui en résulte pour les démocraties...